



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières & Matériaux du Sud-Est

RN 112
lieu-dit Bégot
34220 Saint-Pons-de-Thomières

Références : UD34/H3/MT/2024/070

Code AIOT : 0006601246

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement Carrières & Matériaux du Sud-Est implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières & Matériaux du Sud-Est

- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières
- Code AIOT : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE exploite sur la carrière de Saint-Pons-de-Thomières deux gisements, l'un de matériaux calcaires, l'autre de quartzite.

L'exploitation de cette carrière est autorisée jusqu'en 2043 avec une production annuelle de 1,2 millions de tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi des prélèvements d'eau en situation de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
2	Sensibilisation en situation de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 et 4	Demande d'action corrective	30 jours
3	Améliorations pour la réduction des consommations	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
4	Suivi de la qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 7.3.8 et 8.1.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Plan et conditions générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 7.3.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour respecter l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif à la limitation des prélèvements d'eau en cas de sécheresse.

Par ailleurs des actions correctives ont également été demandées concernant le protocole de suivi de la qualité des eaux.

Enfin la carrière doit faire l'objet d'un porter à connaissance en vue de la régularisation des surfaces d'exploitation, eu égard notamment à la constitution de versants importantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des prélèvements d'eau en situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Pièces justificatives à établir
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ; 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;[...]
Constats : L'établissement a prélevé en 2023 un volume de 36 336 m3 dans les eaux de surface (plan d'eau aval). Ce volume étant supérieur à 10 000 m3, il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/23. Ne disposant que d'un seul compteur (au point de prélèvement), la société CMSE n'est pas mesure de faire la distinction sur le site entre les usages d'eau liés d'une part à la protection de l'environnement et à la santé, et d'autre part ceux liés à la production (lavage des matériaux, des engins). Par conséquent, il n'a pas déterminé les volumes de référence, comme demandé au I-2° de l'article 4, nécessaires pour déterminer les obligations de réduction en situation de sécheresse. L'exploitant a toutefois indiqué que la mise en place de compteurs aux différents postes de consommation est déjà programmée, ce qui lui permettra de se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place dans les meilleurs délais les moyens de comptage et de suivi lui permettant de répondre aux obligations des points I-1° à I-3° et I-5° de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/23, et de s'engager sur le calendrier de mise en œuvre en apportant les justificatifs utiles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Sensibilisation en situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 et 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Sensibilisation en situation de sécheresse
Prescription contrôlée : <u>Article 2</u> I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; [...] <u>Article 4</u> I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ; [...]
Constats : A la date de l'inspection, la masse d'eau « bassin versant du Jaur -10 » dans laquelle l'établissement prélève par pompage était en situation de vigilance. L'exploitant indique avoir sensibilisé les salariés à la sécheresse lors des réunions périodiques Sécurité-Environnement. Cependant il est nécessaire de formaliser la sensibilisation des salariés par un affichage signalant le niveau de sécheresse en cours et une procédure écrite indiquant les actions à conduire en conséquence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Améliorations pour la réduction des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Améliorations pour la réduction des consommations
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018. [...]
Constats : L'exploitant indique que des actions ont été prises ou sont prévues pour réduire les prélèvements, tels que: - mise en place prochaine de compteurs d'eaux aux différents postes;

- mise en place prochaine de compteurs d'eaux aux différents postes;
- agrandissement des bassins de décantation pour améliorer le recyclage de l'eau;
- réduction de la production de matériaux lavés pendant la période de sécheresse 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, afin de formaliser l'engagement d'une démarche de réduction des consommations d'eau, d'établir la liste des améliorations et investissements mis en œuvre comme demandé au point I-6° de l'article 4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Suivi de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 7.3.8 et 8.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux

Prescription contrôlée :

Article 7.3.8. Protection des eaux

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisées pour le remblayage et la remise en état de la carrière où pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

L'exploitant met en place un protocole de suivi de la qualité des eaux de la source de Begot ; ce protocole doit permettre d'évaluer au plus vite si l'exploitation de la carrière devait en compromettre l'utilisation. Le protocole de suivi et les données s'y rapportant sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées,

Article 8.1.2. Eaux pluviales

[...] En cas de rejet dans le milieu naturel, elles doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- pH est compris entre 5,5 et 8,5 (norme NF T 90 008) ;
- température inférieure à 30° C ;
- matières en suspension totales (MEST) inférieures à 35 mg/l (norme NF EN 872);
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) inférieure à 125 mg/l (norme NF T90 101);
- DBO5 inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 103) ;
- Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn) inférieurs à 15 mg/l ;
- hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt.

Constats :

L'exploitant a mis en place un protocole de suivi de la qualité des eaux et réalise annuellement

<p>des analyses dans le milieu naturel et au droit des points de rejet. Les analyses réalisées en juillet 2023 n'appellent pas d'observation. Le protocole appelle quant à lui les remarques suivantes de la part de l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> - il comporte des erreurs dans la désignation de certains points de prélèvement (amont et aval du ruisseau Condades) - le nouveau séparateur à hydrocarbures mis en place devrait être intégré au protocole de surveillance - les modalités de vérification/traçabilité des résultats de mesures, notamment la comparaison entre l'amont et l'aval des deux ruisseaux, mériteraient d'être mentionnées dans le protocole.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à CMSE d'apporter les correctifs nécessaires au protocole de prélèvement des eaux de surfaces.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Plan et conditions générales d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 7.3.10</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan et conditions générales d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Plan:</u> Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; -les bords de la fouille ; -les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; -les zones remises en état. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan daté d'août 2023 fait apparaître que les surfaces d'extraction sont conformes aux exigences de l'arrêté, notamment les cotes de fond de fouille définies à l'article 7. Toutefois l'exploitant indique qu'un porter à connaissance est prévu en fin d'année, en vue notamment de modifier certaines surfaces, notamment pour régulariser l'exploitation des vers à stérile qui ont été constituées. Ce porter à connaissance intégrera également une modification du phasage d'exploitation. L'exploitant indique que la verse à stérile de la zone "quartzite", qui sera prochainement en position définitive, et dont le sommet présente une visibilité éloignée, fera l'objet de travaux de végétalisation en fin d'année.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'inspection prend note du dépôt de ce dossier, et de la remise en état envisagée de la verse "quartzite", prévus fin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite